

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 11 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXOLUM AVIATION FRANCE
Chemin de Livry
95380 Chennevières-lès-Louvres

SMCA
Chemin de Livry
95380 Chennevières-lès-Louvres

Références : UD95 – 2025 – 171
Code AIOT : 0100052611

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 du dépôt pétrolier de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle implanté Chemin de Livry à Chennevières-Lès-Louvres (95380). L'inspection a été annoncée le 13/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du transfert partiel de la partie « expédition » des installations du dépôt pétrolier de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, l'inspection des installations classées a réalisé une visite du dépôt. Cette inspection visait à vérifier le respect des engagements des sociétés SMCA et EXOLUM Aviation France pris dans le cadre du dossier de demande de transfert partiel, concernant la réalisation des travaux et la mise en place de l'organisation nécessaire pour l'exploitation du dépôt en sécurité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXOLUM AVIATION FRANCE & SMCA
- Chemin de Livry 95380 Chennevières-lès-Louvres
- Code AIOT : 0100052611 & 0006505582
- Régime : Autorisation – SSH

Le dépôt pétrolier de l'aéroport de Roissy est historiquement opéré par un seul exploitant pour les

parties « réception du carburant » (depuis les raffineries havraises) et « expédition » (depuis le dépôt jusqu'aux postes avions).

Entre les parties « réception » et « expédition », le carburant d'aviation est purgé puis filtré. Il est également ajouté du STADIS au carburéacteur, un agent antistatique qui permet de réduire les apparitions de charges électrostatiques dans les réservoirs des avions. Ainsi, en partie expédition du dépôt, le carburant d'aviation répond aux normes internationales de qualité et de sécurité et peut être acheminé jusqu'aux postes avions de l'aéroport via le réseau de canalisations enterrées situé sous la plateforme aéroportuaire (l'oléoréseau).

La partie expédition est exploitée sous couvert d'une concession du domaine public délivrée par la société ADP. Cette concession arrive à échéance au 1er avril 2025. Ainsi, ADP a soumis à appel d'offres la partie expédition du carburéacteur pour une nouvelle concession. La partie réception n'est pas intégrée dans le périmètre de cette concession. Cet appel d'offres a conduit à désigner la société EXOLUM Aviation France comme concessionnaire en décembre 2023 pour une prise de concession prévue au 1er avril 2025.

La SMCA étant le seul exploitant de la partie réception et expédition depuis l'origine de l'approvisionnement par oléoréseau de l'aéroport de Roissy, les installations n'ont pas été conçues initialement pour permettre la séparation des activités concédées (expédition) et non-concédées (réception). Des modifications d'ordres techniques et organisationnels sont en cours afin de séparer les 2 activités opérées par 2 exploitants différents (par exemple : construction d'une seconde salle de commande, séparation des circuits de purge des réservoirs ou encore séparation du réseau d'assainissement). Ces modifications ont fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance ICPE en date du 23/08/2021 et ont été autorisées.

Le groupe EXOLUM est un logisticien espagnol de carburant d'aviation implanté dans de nombreux pays (Espagne, Royaume-Uni, Allemagne, Irlande...). La filiale Exolum Aviation France, issue du groupe Exolum, a été créée afin de répondre à l'appel d'offres proposé par ADP et d'exploiter partiellement le dépôt de Chennevières-Lès-Louvres. Ce transfert d'exploitation marque la première implantation en France du groupe Exolum.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées.

Le présent rapport concerne un transfert partiel qui n'est pas encore acté. Les suites formulées sont uniquement des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacités techniques d'Exolum - recrutement et formation	Code de l'environnement article L. 181-27	Observations 1 à 6
2	Plan d'opération interne et formation	Code de l'environnement article L515-41	Observations 7 à 11
3	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Observations 12 et 13
4	Maintenance - GMAO et contrats	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Observations 14 à 18
5	Avancement des travaux de séparation des actifs	Lettre du 23/12/2024	Observations 19 et 20
6	Procédure de transfert à la date du 31 mars	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Observation 21
7	Salle de commande SMCA	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Observation 22
8	Surveillance des tuyauteries aux interfaces	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Observations 23 à 25

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que toutes les actions nécessaires au transfert, notamment aux plans technique, organisationnel, humain ont été engagées. En revanche, au jour de l'inspection, aucun sujet n'est pleinement abouti.

Les deux exploitants doivent, suite à cette inspection, finaliser les actions entreprises pour disposer au jour du transfert partiel des moyens humains, des compétences techniques, des procédures d'exploitation et des mesures de sécurité nécessaires pour l'exploitation des parties réception et expédition du dépôt pétrolier de Chennevières-Les-Louvres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacités techniques d'Exolum recrutement et formation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 181-27
Thème(s) : Situation administrative, Capacités techniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité.</p> <p>-----</p> <p>Arrêté ministériel du 26 mai 2014 - Annexe I :</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>-----</p> <p>Dossier transfert partiel - page 59 :</p> <p><i>A partir de fin janvier/début février 2025, EXOLUM prévoit de lancer un processus d'observation qui sera mené par un expert en opérations en coopération avec le directeur du site.</i></p> <p><i>Le personnel support d'EXOLUM CORPORATION et d'EXOLUM AVIATION (maintenance, exploitation) sera inclus dans le processus d'observation. Les tâches à observer seront à titre d'exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• le suivi des stocks dans les réservoirs 11 et 12 ;• <i>le contrôle des quantités reçues dans les cuves 11 et 12 ;</i>• le contrôle des alarmes ;• la gestion des rapports ;• <i>la coordination avec les compagnies aériennes ;</i>• <i>les quantités envoyées par hydrant ;</i>• <i>les arrêts d'urgence ;</i>• <i>les contrôles qualité du produit ;</i>• <i>la maintenance des filtres des hydrantes ;</i>• les tâches de maintenance effectuées par les employés de la SMCA ; etc
<p>Constats :</p> <p>Organigramme</p> <p>Lors de la visite, la société EXOLUM AVIATION FRANCE a présenté son organigramme, en tant qu'exploitant de la partie expédition du dépôt pétrolier de Chennevières-Lès-Louvres au jour du transfert partiel.</p> <p>Par rapport à l'organigramme présenté dans la première version du dossier de transfert partiel, l'inspection note que le chef du dépôt de Malaga, mis à disposition pour former et aider le personnel d'EXOLUM AVIATION FRANCE, est dorénavant identifié comme directeur adjoint. La personne en charge du plan de transition est également identifiée comme intégrée auprès d'EXOLUM AVIATION FRANCE à la date du transfert partiel.</p> <p>En revanche, EXOLUM précise que ces deux postes auront vocation à disparaître lorsque la montée en compétence des nouveaux agents d'EXOLUM sera jugée satisfaisante.</p> <p>L'organigramme présenté par Exolum Aviation France le jour de l'inspection est donc différent de l'organigramme exposé dans le dossier de demande de transfert partiel qui représente l'organisation pérenne de la société. Une organisation temporaire est mise en place afin de compenser les retards de recrutement et de formation.</p> <p>Concernant le niveau opérationnel, EXOLUM a indiqué lors de la visite que :</p>

- Le responsable des opérations arrivera en poste au 12 mars 2025. EXOLUM précise que cette personne a déjà travaillé sur des dépôts pétroliers et sur un site ICPE en France. Le programme de formation du responsable des opérations est estimé à 233 heures (cf. partie formation du présent point de contrôle). Ce dernier ne sera donc pas opérationnel avant plusieurs semaines et donc au 1^{er} avril 2025.
- Le PMO (responsable des projets) arrivera en poste également au 12 mars 2025. Dans l'attente de ce recrutement et de la réalisation du programme de formation associé, Exolum Aviation France a contractualisé avec la société Ekium, prestataire de service dans l'ingénierie de travaux pour une durée de 6 mois minimum, les activités de programmation de travaux au niveau du dépôt et de l'oléoréseau.
- EXOLUM Aviation France aura, avec les personnes transférées de SMCA, 12 agents d'exploitation pour un nombre cible de 10 et 4 chefs de quart pour un nombre cible de 6. Pour un fonctionnement normal (sans congés, arrêts maladie...), EXOLUM a indiqué avoir besoin de 4 chefs de quart pour l'exploitation des installations d'expédition.
- EXOLUM précise que trois agents d'exploitation sont identifiés comme ayant les qualités suffisantes pour devenir chef de quart. Deux de ces agents seront donc formés pour devenir chefs de quart. L'accompagnement qui leur sera fourni doit permettre à EXOLUM de disposer de 6 chefs de quart d'ici à l'été 2025.
- EXOLUM indique que 2 chefs de quart en provenance des installations Exolum de Madrid et Barcelone sont mis à disposition d'EXOLUM AVIATION FRANCE actuellement pour la formation des agents. Ces deux agents espagnols resteront en France, en support, le temps de la montée en compétence des 2 futurs chefs de quart. Ces agents ne sont en revanche pas inclus dans l'organigramme d'EXOLUM AVIATION FRANCE, même temporairement.

Observation n°1 : L'inspection note que l'organigramme d'EXOLUM sera renforcé en période de reprise de l'exploitation avec la présence d'un directeur de dépôt espagnol et d'un chargé de transition. Ces postes ont vocation à être supprimés. L'inspection des installations classées restera attentive au maintien du niveau de compétence de la société EXOLUM AVIATION FRANCE après le départ de ces agents espagnols. L'inspection sera attentive sur le dimensionnement des moyens humains après le changement d'organigramme, notamment pour ce qui concerne la sécurité, en l'absence de redondance sur les postes de directeur de dépôt et de responsable des opérations.

Observation n°2 : L'inspection identifie à la date du 1^{er} avril 2025 l'absence de redondance sur les postes de chef de quart, notamment en cas d'arrêts maladie, d'accident du travail, de congés en dehors des deux chefs de quart espagnols qui ne font pas partie d'EXOLUM AVIATION FRANCE.

Observation n°3 : L'inspection identifie que le directeur adjoint du dépôt d'EXOLUM AVIATION FRANCE, sera très sollicité tant que le nouveau responsable des opérations n'aura pas fini sa formation. Ce directeur adjoint, en plus de son support apporté au directeur des installations, sera en charge de ces missions de responsable des opérations, et devra aussi continuer les actions de formations dont il a la charge.

Modalités de formation

Lors de la visite, EXOLUM a présenté son planning de formation. La durée de formation pour le nouveau responsable des opérations est évaluée à 233 heures. Les dates de formation sont fixées. Plusieurs formations sont réalisées en interne d'EXOLUM notamment pour ce qui concerne l'exploitation et la maintenance.

EXOLUM a présenté les éléments relatifs à cette formation. Trois agents espagnols d'EXOLUM (un

chef de dépôt et 2 chefs de quart), maîtrisant le français, sont venus au dépôt de SMCA et ont suivi les équipes de quart afin d'identifier le travail à réaliser. Ils ont alors réalisé des supports de formation et défini les besoins en formation pour les agents recrutés par EXOLUM et ne venant pas de SMCA.

Pour que ces agents manipulent les installations, les dispositifs de sécurité, les formations se sont déroulées en partie sur un dépôt pétrolier espagnol d'EXOLUM et en partie sur le dépôt de Chennevières-Lès-Louvres (sans manipulation possible sur le site de SMCA).

Lors de la visite, l'exploitant a présenté en exemple une fiche de formation « maintenance des autres actifs » sur les dispositifs de sécurité Niveau de Sécurité Haut et Niveau de Sécurité Très Haut. La formation est divisée en 2 sessions de 4 et 3 heures.

L'exploitant a présenté l'attestation de formation d'un agent ayant réalisé la première partie de la formation le 27/01/2025 à Chennevières-Lès-Louvres et une seconde partie, le 18 février 2025 en Espagne. Enfin, EXOLUM a présenté le support de formation comprenant un slide sur ce dispositif de sécurité. EXOLUM précise que ce slide sert de support pour l'échange.

Concernant l'attestation de formation, l'inspection note que celle-ci est datée, signée et indique que l'évaluation a porté sur la compréhension du fonctionnement des éléments de sécurité. Sur les formations internes, l'inspection note l'absence d'évaluation sur la base de manipulations ou de tests de connaissance (conduite d'une opération de test ou de maintenance par exemple).

Par ailleurs, concernant les formations, EXOLUM a présenté un fichier de suivi des formations destiné à suivre les formations et habilitation des agents. Lors de l'inspection, ce fichier n'était pas entièrement saisi.

Observation n°4 : L'inspection prend note des modalités retenues par EXOLUM pour la validation des compétences des agents. L'exploitant doit définir pour la suite de son exploitation, et notamment pour la formation du responsable des opérations, les conditions de validation des compétences en fonction de la nature de la formation et du niveau hiérarchique des agents.

Observation n°5 : Les supports de formation d'Exolum présentés à l'inspection font apparaître un vocabulaire technique et des acronymes propres à Exolum et différent du vocabulaire employé aujourd'hui par les agents de la SMCA (exemple des NSH et NSTH intitulés différemment chez Exolum). Puisque l'équipe d'Exolum sera composée de recrues externes et de mobilités issues de la SMCA, il convient d'utiliser le même vocabulaire technique entre les deux exploitants.

Organisation sur les premiers mois d'exploitation

L'inspection a demandé à EXOLUM les plannings de quart des premières semaines d'exploitation . L'exploitant a indiqué ne pas les avoir réalisés.

Lors de la visite, plusieurs agents ont été interrogés. De l'incertitude a été remontée par un agent ayant vocation à être transféré vers EXOLUM Aviation France.

Observation n°6 : L'inspection demande à la société EXOLUM de fixer très rapidement ses plannings de quart pour les premières semaines d'exploitation afin de lever toute incertitude sur la disponibilité du personnel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'opération interne et formation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2025, article L515-41
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne et formation
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. ----- Arrêté du 26 mai 2014 - article 5 : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. ----- Arrêté du 26 mai 2014 - annexe I - point 5 5. Gestion des situations d'urgence En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du Code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">• d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;• de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements. ----- Dossier transfert partiel - page 88: <i>« Il est à noter en préambule que le POI fera l'objet d'une mise à jour avant la séparation effective des actifs au 1er avril 2025 (finalisation prévue pour la fin février 2025), »</i>

Constats :

Plan d'opération interne

Le plan d'opération interne devait initialement être transmis le 14 février 2025 (information communiquée en réunion le 5 février). Dans le cadre du complément au dossier de transfert partiel transmis le 3 mars 2025, EXOLUM indique que le POI sera transmis au plus tard le 17 mars 2025. Lors de la visite, EXOLUM a indiqué que le POI est en cours de finalisation. Ce POI a été rédigé par la société AECOM. Ce projet de POI a été transmis au formateur POI, la société BJR EXPERTISE.

Observation n°7 : En l'absence de POI, l'autorisation de transfert partiel ne pourra pas être délivrée.

Plan de formation au Plan d'Opération Interne

Lors de la visite, EXOLUM a présenté le plan de formation des employés du site. Les nouveaux agents d'EXOLUM, à l'exception du personnel administratif, reçoivent la même formation d'une durée de 20 heures. Le directeur d'établissement sera entièrement formé au POI, bien que cela ne soit pas indiqué dans le fichier transmis le 3 mars 2025. La formation est réalisée sur deux sessions différentes. En outre, EXOLUM indique que les agents transférés reçoivent une formation réduite à 6 heures. À la date de l'inspection, aucun personnel d'Exolum Aviation France n'a terminé son programme de formation POI (formation théorique avec mise en pratique).

Observation n°8 : Certains agents transférés de la SMCA vers EXOLUM changent de rôle dans le cadre du POI et sont amenés à prendre le rôle de DOI. L'inspection demande à EXOLUM de réévaluer le besoin de formation au POI en prenant en compte le rôle et les responsabilités associées en situation de crise.

Un exercice est réalisé dans le cadre de cette formation. En l'absence de possibilité de manipulation des équipements du dépôt de Chennevières-Les-Louvres, EXOLUM précise que cet exercice est théorique. Les personnes en charge du déclenchement de la Défense Contre l'Incendie (DCI) dans le cadre du POI sont les chefs de quart et ces personnes disposent déjà des connaissances sur le déclenchement de la DCI. Les deux chefs de quart supplémentaires recrutés parmi les agents d'exploitation ne disposent pas de ce même niveau de connaissance.

Concernant le déclenchement de la DCI, EXOLUM précise que les 3 agents espagnols seront formés par ACTEMIUM et LAKOTA sur l'utilisation des automates. Par conséquent, parmi les DOI, seul le directeur adjoint disposera des connaissances pour faire fonctionner les automates de déclenchement de la DCI.

Observation n°9 : L'inspection demande à EXOLUM de former les DOI et les chefs de quart au fonctionnement de la DCI afin que ceux-ci soient en mesure d'intervenir en situation d'urgence nécessitant la DCI. Il est attendu un approfondissement de la formation pratique pour tous les potentiels DOI, notamment suite à la livraison du POI abouti.

Enfin, les agents formés seront informés, dans les meilleurs délais, de toute modification impactante du POI par rapport au projet pris en compte pour la réalisation des formations.

Planning d'astreinte

Lors de la visite, EXOLUM a indiqué avoir défini ses groupes d'astreinte. En revanche, les plannings d'astreinte pour les premières semaines ne sont pas définis.

Observation n°10 : L'inspection demande à la société EXOLUM de fixer très rapidement ses plannings d'astreinte pour les premières semaines d'exploitation. Ces plannings doivent tenir compte de l'avancée du programme de formation individuelle au POI pour chaque personne chargée d'intégrer les groupes d'astreinte.

Contact avec les services de secours

L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec le SIDPC à la préfecture du Val d'Oise et avec les maires des communes voisines (Epiais et Chennevières). En revanche, l'exploitant n'a pas pris contact avec le SDIS du Val d'Oise.

Observation n°11 : L'inspection demande à l'exploitant de prendre contact avec les services de secours et notamment la caserne en charge du secteur du dépôt et le service risques industriels et particuliers (contact : sdpro-gprs-srip@sdis95.fr).

Réalisation d'un exercice POI

Lors de l'inspection, EXOLUM a indiqué ne pas avoir programmé d'exercice. L'inspection a indiqué qu'il sera prescrit la réalisation d'un premier exercice POI plateforme dans un délai d'une semaine après le transfert partiel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du Code de l'environnement.

Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du Code de l'environnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté. [...]

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.

Constats :

Par courriel du 5 février 2025, la société EXOLUM a transmis son manuel relatif au Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

Politique de Prévention des Accidents Majeurs

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-87 du Code de l'environnement, la société EXOLUM a été en mesure de présenter la Politique de Prévention des Accidents Majeurs prise au niveau du groupe et valable pour les futures activités d'EXOLUM AVIATION FRANCE. Cette Politique date de juillet 2021.

Manuel SGS

Lors de la visite, EXOLUM a présenté son manuel SGS. L'inspection note que les titres des procédures ne sont pas systématiquement traduits, plusieurs sont cités en anglais dans le manuel SGS. En revanche, EXOLUM a indiqué que le contenu des procédures a été entièrement traduit en français.

Lors de la visite, l'inspection a demandé à voir la procédure « *CIT.1608.OPE.SP.FR.Management of MMR and MMR in CDG* ». EXOLUM a présenté cette procédure, en cours de rédaction et partiellement en anglais, qui présente seulement la liste des MMR, la fréquence des contrôles et de la maintenance ainsi que la nécessité de modifier ces fréquences (par rapport au référentiel groupe). A ce stade, aucun mode opératoire n'est associé à cette procédure. En effet, il n'est pas précisé les responsables des contrôles et de la maintenance pour chaque MMR, leur niveau de formation ou d'habilitation requis, la méthodologie de contrôle, les modalités d'enregistrement dans la GMAO, le degré de priorisation, etc.

L'inspection a demandé à consulter la procédure d'exploitation concernant le transfert de produits de la SMCA vers Exolum. EXOLUM a présenté la procédure « *CPR.1602.OPE.SP.FR (CDG_002) _Transfert de Produit* ». Cette procédure était entièrement traduite. Elle a été relue par la SMCA, des commentaires d'agents de la SMCA se trouvaient encore dans les marges du document présenté. Cette procédure était donc en cours de finalisation. Cette procédure comprend un chapitre détaillant l'ensemble des actions devant être réalisées par les opérateurs des deux exploitants.

L'inspection a demandé à l'exploitant si cette procédure est accompagnée d'un outil (check-list ou mode opératoire par exemple) facilitant l'appropriation des opérations par les agents d'exploitation et chefs de quart et permettant la traçabilité des actions à réaliser. L'exploitant a indiqué que cette procédure comprend un formulaire à échanger entre les deux exploitants relatif à la quantité de produits transférés. Ce formulaire contient notamment une coche confirmant la bonne ouverture des vannes pour déclencher le transfert. En revanche, ce formulaire ne comprend pas de coche permettant de tracer l'action de fermeture des vannes à la fin du transfert de produit.

Exolum prévoit de terminer la rédaction de l'ensemble des procédures pour le 15 mars. Au regard du niveau d'incomplétude constaté, l'échéance fixée semble difficilement atteignable. Une inspection sur la thématique SGS sera envisagée à court terme.

Observation n°12 : Les procédures prévues dans le manuel SGS doivent être terminées et opérationnelles à la date du transfert partiel.

Observation n°13 : L'inspection des installations classées attire l'attention de la société EXOLUM

sur la nécessité de prévoir des outils (formulaire d'enregistrement, modes opératoires, check-list, etc.) permettant d'assurer la mise en œuvre et la traçabilité de l'application des procédures. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de prévoir des outils d'exploitation simples et adaptés au quotidien des agents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance - GMAO et contrats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Dossier transfert partiel - page 96

Mise en place de la GMAO

Etapes de mises en œuvre de la GMAO	Acteurs	Date prévisionnelle de démarrage	Date prévisionnelle de fin
Configuration de la GMAO	EXOLUM + fournisseurs	1 ^{er} avril 2024	30 novembre 2024
Intégration des données dans la GMAO	EXOLUM + fournisseurs	1 ^{er} juillet 2024	15 novembre 2024
Validation des données de la GMAO et test utilisateur	EXOLUM	1 ^{er} novembre 2024	30 décembre 2024
Formation d'EXOLUM à l'utilisation de la GMAO	EXOLUM + fournisseurs	20 février 2025	15 mars 2025
Collecte des données de maintenance (dernière mise à jour) auprès de SMCA et intégration dans la GMAO	EXOLUM + SMCA	1 ^{er} mars 2025	15 mars 2025
Mise en ligne de la GMAO	EXOLUM	15 mars 2025	31 mars 2025
Lancement de la GMAO	EXOLUM	1 ^{er} avril 2025	-

Dossier transfert partiel - page 96 :

Les procédures de maintenance préventive EXOLUM (en cours d'élaboration, et dont la date prévisionnelle de finalisation est le 15 mars 2025) seront basées sur :

- les recommandations des fabricants ;
- les prescriptions réglementaires (issues des arrêtés préfectoraux du site et plus généralement applicables aux dépôts de carburants soumis à la réglementation ICPE et classés Seveso seuil haut) ; et,
- les référentiels normatifs EI/JIG concernant les dépôts pétroliers permettant le stockage de carburants pour les aéroports.

Dossier transfert partiel - page 59

À travers ce processus, EXOLUM AVIATION FRANCE s'assurera de respecter les points suivants pour le 1er avril 2025 : [...]

- les contrats avec les sous-traitants d'EXOLUM (au moins ceux qui sont nécessaires au démarrage de l'activité) seront signés. Il est prévu qu'EXOLUM prolonge les contrats avec les sous-traitants actuels pour les premières années d'exploitation afin de se donner l'opportunité de les évaluer ;

Constats :**Mise en place d'une Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO)**

Lors de la visite, EXOLUM a présenté la GMAO (outil MAXIMO) en cours de déploiement pour sa future exploitation sur le dépôt de Chennevières-Lès-Louvres. EXOLUM a défini ses secteurs, ses installations et les éléments composants ses installations.

EXOLUM a présenté à l'inspection les fonctionnalités de l'outil qui permettent de définir des fréquences de tests et de maintenances, des gammes de maintenance (actions à réaliser), d'éditer des ordres de travaux pour du personnel externe et du personnel interne. Cet outil est utilisable pour la maintenance préventive et la maintenance curative.

Lors de l'inspection, EXOLUM a présenté ces fonctionnalités pour l'entretien des luminaires sur le site. En revanche, EXOLUM n'a pas été en mesure de présenter des gammes de maintenance pour l'entretien des mesures de maîtrise des risques (MMR) ou pour le contrôle du vieillissement des installations (section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010).

Transfert de la maintenance de SMCA vers EXOLUM

Lors de l'inspection, EXOLUM a indiqué avoir reçu de la SMCA l'ensemble des opérations de maintenance préventive et corrective devant être réalisées sur les mois d'avril et de mai. Hormis pour ces deux prochains mois, EXOLUM ne dispose d'aucun rapport de contrôle (certaines opérations devant être encore réalisées de façon courante sur le mois de mars).

Observation n°14 : SMCA doit transmettre à Exolum, au plus tard à la date de transfert partiel les derniers rapports des contrôles effectués avant le transfert afin qu'EXOLUM reprenne les actions correctives envisagées, définisse d'éventuelles nouvelles actions correctives et planifie avec exactitude les dates des vérifications suivantes.

Renseignement de l'outil de GMAO

EXOLUM a indiqué que l'outil permet de créer plusieurs profils et de définir des accès en lecture / écriture / validation. Le renseignement de la GMAO sera d'abord attribué au Responsable maintenance, au directeur et au responsable des opérations.

La formation du personnel à l'outil est prévue le 7 mars 2025. Une seconde session de formation est prévue le 28 mars 2025. L'inspection n'identifie pas dans la liste des personnes formées le Responsable maintenance qui est un personnel transféré de la SMCA et qui voit son outil de gestion de la maintenance changer.

Observation n°15 : EXOLUM doit disposer à la date du transfert partiel du calendrier de maintenance de tous ses équipements, et ajuster ce calendrier en fonction des rapports de

contrôle transmis par SMCA. EXOLUM doit, au moment du transfert partiel, disposer d'un outil permettant de s'assurer que l'ensemble des tests et maintenance nécessaires sur les équipements sont à jour et de tracer la maintenance corrective.

Observation n°16 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'avoir correctement défini le rôle de chaque intervenant sur la GMAO en fonction des différentes opérations suivies grâce à cet outil. Cet outil doit permettre la traçabilité des actions. EXOLUM doit prévoir les actions de formations adaptées pour le personnel transféré.

Suivi des MMR

En l'état, la GMAO ne permet pas d'identifier les MMR. L'inspection note que l'outil permet d'attribuer une priorité sur les équipements (non critique, critique et sécurité critique). EXOLUM n'a pas défini de méthode pour mettre en évidence les opérations de maintenance sur les MMR.

Observation n°17 : L'inspection des installations classées demande à EXOLUM de mettre en place les outils permettant :

- d'identifier facilement les actions à réaliser sur les MMR,
- d'identifier tout retard sur les tests et la maintenance des MMR,
- d'identifier toute anomalie sur les MMR.

Ces éléments sont nécessaires notamment dans le cadre des revues du SGS.

Contrat de maintenance

Lors de la visite, EXOLUM a indiqué avoir repris les principaux sous-traitants de la SMCA, notamment en ce qui concerne les éléments de sécurité (SPAC, SDElectronique, ROTORK, ACTEMIUM et LAKOTA)

L'inspection a demandé à voir les contrats de maintenance signés avec ACTEMIUM et LAKOTA, sous-traitants en charge des automatismes. EXOLUM a indiqué être en accord sur les conditions commerciales, techniques et juridiques avec ces sous-traitants, il ne dispose pas en revanche des contrats signés.

Le même constat est réalisé pour la SPAC.

Observation n°18 : L'inspection des installations classées demande à EXOLUM de disposer des contrats signés avant le transfert partiel avec tous les sous-traitants essentiels pour la sécurité de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite


N° 5 : Avancement des travaux de séparation des actifs

Référence réglementaire : Lettre du 23/12/2024

Thème(s) : Situation administrative, Avancement des travaux

Prescription contrôlée :

Dossier de transfert partiel – Réponse SMCA du 3 mars 2025

	SAER - Projet de séparation des actifs SUIVI DE REALISATION DES TRAVAUX DU PORTER A CONNAISSANCE DU 23/08/2021					28/02/2025	
		Travaux	Réalisé au 28/02/2025	Prévu pour le 01/04/2025	Non prévu être réalisé au 01/04/2025	Usager futur	
Aménagement des locaux d'exploitation :	Construction du poste électrique, bâtiment de stockage , bureau/réfectoire, salle de contrôle et sanitaire		X			REC	
	Transfert des fonctionnalités réception (Arrets d'Urgence + Jaugeurs)			S 12		REC	
	Extension de parking extérieur		X			PART	
	Démolition des ouvrages existants (local captage d'eau & poste électrique)		X			REC	
Adaptation des réseaux d'assainissement :	Modification de la clôture du site		X			PART	
	Création d'un nouveau décanteur/séparateur E avec un nouveau regard en aval		X			REC	
	Le séparateur est équipé d'une centrale d'alarme de niveau haut Hydrocarbure			S 12		REC	
	Un détecteur d'hydrocarbure liquide installée dans le regard de sortie			S 12		REC	
	Un détecteur de gaz installé dans le séparateur				Abandon	NA	
	Neutralisation du réseau existant qui gère l'évacuation des cuvettes de rétention C1, C2, C5, C6 et C7 et côté Nord des bacs 11 & 12			S 11		EXP	
	Pose d'une canalisation neuve vers le futur Séparateur E		X			REC	
	Mis en service du séparateur E			S 13		REC	
	Installation d'une pompe de relevage (Relevage des eaux du bâtiment filtration)				Abandon	NA	
	Installation de deux pompes de relevage au niveau de la cuvette de rétention C3 et C4 des bacs 11 et 12		X			EXP	
	Fermeture des vannes des deux lignes d'évacuation existantes			S 11		EXP	
	Pose d'une couverture métallique dans les pomperies d'expédition		X			EXP	
	Fourniture et pose des cheneaux pour collecte des eaux pluviales et raccordement de la descente dans le réseau existant en aval de la grille avaloire.		X			EXP	
Installation du système de comptage :	Ajout de trois points de comptage transactionnel				En attente	PART / NA	
	Ajout de vannes assurant une étanchéité entre les circuits aux points de jonction entre les deux installations d'expédition et de réception				En attente	PART / NA	
Séparation des flux entre réception et expédition	Séparation des circuits de purges des bacs 1, 2 et 11, 12			S 11		PART	
	Modification de la ligne retour de décompression de l'Oléoréseau			S 13		EXP	
	Modification des lignes d'assèchement des bacs 1 et 2,				Abandon	NA	
	Séparation des circuits de purge Pomperie Oléoréseau et PCC (installation d'une cuve de 12m3 + pompe de retour + nouvelles tuyauteries de liaison entre la nouvelle cuve de purge et le collecteur en caniveau + nouvelle ligne en aérien entre le PCC et la cuve existante)			S 11		EXP	
	Réinjection des purges des cuves de purge 55 à 59 (piquage créé sur le collecteur de remplissage des bacs 11 et 12 en aval du futur compteur C1.)				Différé	EXP	
	Installation d'un nouveau séparateur/décanteur + cuve de déchet 30m3 + pompe de reprise au				Différé	EXP	
	INSTALLATION DES VANNES D'ISOLEMENT SUIVANTES :						
	Arrivée ligne de transfert sur BAC 1 = Une vanne manuelle DN 400	Existante				EXP	
	Séparation des lignes de purges du BAC 1 = Deux vanne manuelle DN 150	X				REC	
	Ligne d'assèchement du BAC 11 = Une vanne manuelle DN 400	Existante				EXP	
	Ligne d'assèchement du BAC 12 = Une vanne manuelle DN 400	Existante				EXP	
	Ligne de sortie compteur C1 = Une vanne avec actionneur motorisé DN 500				Différé / A installer même si pas compteur	REC	
	Ligne de retour de rinçage des oléoréseaux = Une vanne manuelle DN 500 ==> Diamètre à confirmer				Différé	EXP	
	Ligne de sortie compteur C3 = Une vanne avec actionneur motorisé DN 150	Existante				REC	
	Ligne d'isolement manifold BAC 1/2/Pomperie A/B = Deux vannes manuelles DN 600				Abandon	REC	

REC = RECEPTION EXP = EXPEDITION PART = PARTAGE

Gestion des eaux pluviales

Dossier transfert partiel - page 30 :

« Ce réseau comprend la collecte des rétentions C3 et C4 des bacs 11 et 12 vers le réseau Nord réalisée par des pompes de relevage. Ces dernières seront actionnables par l'opérateur.

L'intervention consistera à réaliser les travaux suivants :

- installation de deux pompes de relevage au niveau de la cuvette de rétention ;
- fermeture avec cadénassage des vannes des deux lignes d'évacuation existantes. »

Constats :

Avancement des travaux

Lors de l'inspection, la SMCA a indiqué que le planning des travaux présentés dans leur réponse du 3 mars 2025 est conforme à ce qui est prévu.

La SMCA indique que le transfert des fonctionnalités des boutons d'urgence sera réalisé le plus tard possible avant le transfert partiel. Ce transfert de fonctionnalités nécessitera pour la SMCA de fonctionner avec deux équipes de quart (une dans chaque salle) en attendant le transfert partiel.

L'inspection a échangé avec la SMCA sur les travaux relatifs aux systèmes de sécurité. La SMCA a alors présenté les bandeaux d'alerte qui seront remontés dans une salle de contrôle en cas de déclenchement d'une MMR ou d'un bouton d'arrêt d'urgence de l'autre exploitant. Ces bandeaux permettront de connaître la nature de l'alerte sans connaître la localisation de la défaillance.

Gestion des eaux pluviales sur la zone de purge

Dans le dossier de transfert partiel, le plan du réseau d'assainissement indique la présence d'un séparateur à hydrocarbure dédié à traiter les eaux de la zone « cuves de purges expédition ». La création de ce séparateur à hydrocarbures ne sera finalement pas effective.

Observation n°19 : Le réseau d'assainissement ne sera pas conforme à ce qui a été transmis dans le dossier de transfert partiel. Ce plan doit être corrigé afin de constituer ce qui sera réellement mis en œuvre au jour du transfert partiel.



Séparateur à hydrocarbure non réalisé (en vert)

L'inspection rappelle que les installations devront être exploitées conformément au dossier de transfert partiel. Toute différence entre la réalité des installations et le contenu du dossier constituera une non-conformité.

Réseau de purge des bacs 11 et 12

Lors de l'inspection, la SMCA a présenté les pompes de relevage, récemment installées, des cuvettes C3 et C4 pour permettre l'évacuation des eaux pluviales de ces cuvettes vers le réseau d'eau pluviale géré par EXOLUM.



Observation n°20 : EXOLUM doit élaborer les procédures nécessaires pour la gestion des eaux pluviales sur les cuvettes C3 et C4. EXOLUM devra également définir sa stratégie afin de palier à une panne de pompes de relevage, afin de toujours disposer des volumes nécessaires dans ses cuvettes de rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédure de transfert à la date du 31 mars 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de transfert à la date du 31 mars

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

Constats :

Lors de l'inspection, les sociétés SMCA et EXOLUM ont été questionnées sur la procédure prévue pour réaliser le transfert partiel de manière opérationnelle. A ce stade, le transfert est prévu d'être réalisé dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril 2025 à minuit.

Le personnel de SMCA a indiqué que la bascule opérationnelle définitive entre les deux salles de commandes pourra se dérouler rapidement par un simple branchement.

La société EXOLUM a indiqué qu'elle mettra les effectifs nécessaires sans avoir précisé concrètement comment cela se passera et qui sera présent. EXOLUM a présenté en séance un début de procédure. Celle-ci aborde le sujet du jaugeage des réservoirs et des douanes. En revanche, les modalités d'exploitation et les enjeux de sécurité ne sont pas abordés.

La SMCA a de son côté présenté un plan de formation de son personnel afin de justifier de la disponibilité du personnel compétent après le transfert partiel.

La nuit avant le transfert, la SMCA envisage de fonctionner avec deux équipes de quart, une

comprenant du personnel non transféré, une seconde avec du personnel transféré. La SMCA a indiqué avoir identifié les équipes pertinentes. Par ailleurs, la SMCA a indiqué que les douanes seront probablement présentes le jour du transfert, il est donc prévu qu'une personne de la direction soit présente lors du transfert opérationnel.

Observation n°21 : Les sociétés SMCA et EXOLUM doivent travailler conjointement pour définir une procédure opérationnelle, pour partie commune, encadrant le déroulement du transfert opérationnel des équipements. Cette procédure doit indiquer les modalités opérationnelles de ce transfert et doit aborder les enjeux de sécurité.

De manière non exhaustive, cette procédure doit indiquer quelle sera l'activité du dépôt et de l'hydrant au moment du transfert, quels sont les tests sur les équipements de sécurité réalisés avant le transfert et quels sont les tests réalisés après le transfert. Le délai de réalisation de ces tests doit être précisé. Des solutions alternatives doivent être envisagées en cas de défaillance des tests.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Salle de commande SMCA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Salle de commande SMCA

Prescription contrôlée :

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.

Constats :

L'inspection des installations classées s'est rendue au sein de la future salle de commande dédiée aux bacs de réception. Cette nouvelle salle sera opérée par la SMCA.

Pour ce changement de périmètre et de lieu d'exploitation, la SMCA a mis en place un outil d'exploitation identique à l'actuel. L'interface de commande des installations de réception est identique à celle utilisée dans la salle de commande actuelle.

Lors de l'inspection, le rôle de la salle SMCA en situation de crise a été abordé. Il apparaît que dans plusieurs scénarios accidentels, cette salle est nécessaire pour les opérations de crise (connaissance des volumes dans les bacs, éventuels mouvements d'hydrocarbures...).

Comme indiqué dans l'étude de dangers dédiée aux installations réception, la salle de contrôle est située dans des zones d'effets dominos de certains phénomènes dangereux (notamment la fuite ou la rupture de tuyauterie entre les bacs 1/2 et la fosse V24, la fuite ou rupture de tuyauterie entre la pomperie et le poste de chargement des camions, l'explosion d'un camion citerne pris dans un feu au poste de chargement des camions, le feu de nappe au niveau des pomperies hydrants A et B).

Observation n°22 : La SMCA doit identifier si sa future salle de contrôle est nécessaire pour la

gestion d'évènements accidentels qui sont susceptibles d'impacter cette salle de contrôle. Dans une telle situation, cette salle devra être équipée d'une protection contre les effets thermiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des tuyauteries aux interfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des tuyauteries aux interfaces

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection s'est rendue sur des secteurs comprenant des réseaux d'hydrocarbures situés à la frontière entre les installations réception (SMCA) et les installations expédition (EXOLUM).

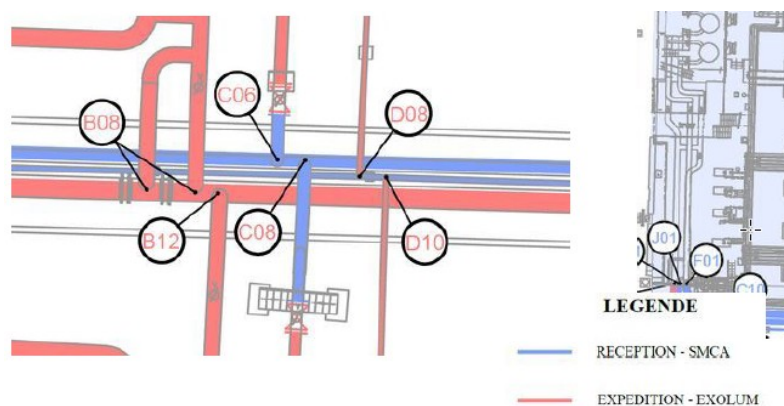
La première zone d'interface présentée était matérialisée par une bride. Les exploitants ont indiqué ne pas encore avoir défini les modalités d'entretien des interfaces et des éléments les constituant. Les exploitants ont indiqué que ce sujet est abordé dans le cadre du futur contrat d'opérations.

Observation n°23 : Les exploitants devront détailler le suivi mis en place sur les tuyauteries à la frontière entre les deux périmètres. Ils devront définir pour l'entretien des éléments constituant ces frontières les responsabilités de chaque exploitant.

L'inspection s'est ensuite rendue sur la pomperie transfert indiquée dans les plans comme une frontière entre un secteur relevant de la responsabilité de la SMCA et une tuyauterie relevant de la responsabilité d'EXOLUM. Les exploitants ont indiqué ne pas avoir matérialisé de frontière entre les deux exploitants pour le moment. Initialement, l'ajout d'un compteur était envisagé. Les discussions des exploitants avec les douanes ont permis de définir qu'il n'est pas nécessaire d'en installer un. Les exploitants ont indiqué qu'ils matérialiseront la frontière entre les deux installations par un trait de peinture dans un premier temps. Par la suite, ils ajouteront éventuellement une bride ou une vanne. Les exploitants ont précisé que l'arrêt de cette tuyauterie, située entre la réception et l'expédition est complexe.

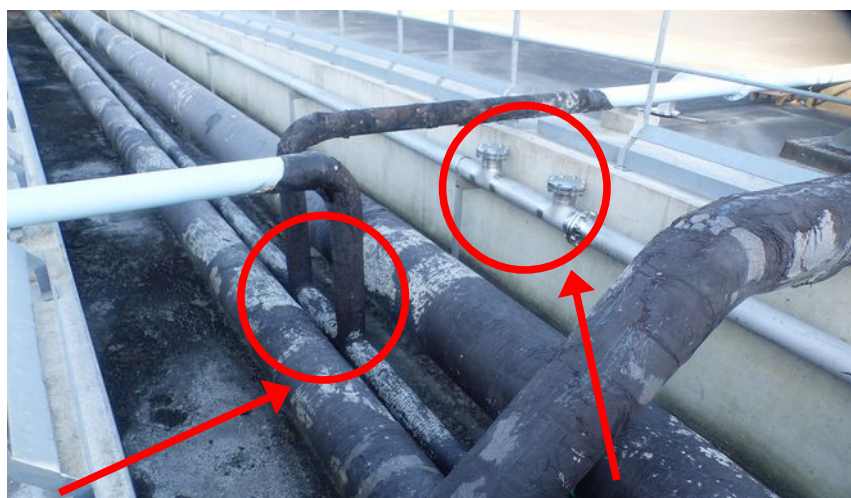
Observation n°24 : Les exploitants devront matérialiser les frontières entre les deux installations Réception et Expédition. Ces zones frontières doivent être cohérentes avec les plans annexés au contrat de plateforme.

L'inspection s'est rendue sur un 3^e point de jonction indiqué sur les plans entre les installations de réception et les installations d'expédition.



*Extrait du plan des réseaux d'hydrocarbures dans le plan de transfert partiel
jonctions D08 et D10 correspondantes aux purges des bacs expédition vers le réseau purge*

Ce point correspond au raccordement des purges des bacs 11 et 12 se vidant dans le réseau de purge réception. La SMCA a indiqué qu'un nouveau réseau de purge pour les bacs d'expédition a été créé. Le raccordement vu lors de l'inspection sera prochainement supprimé et remplacé par un raccordement vers ce nouveau réseau de purge. Le futur raccord inox a été vu en inspection.



Jonctions D08 et D10 – purges des bacs 11 et 12 sur la conduite actuelle des purges des bacs 1, 2, 11 et 12

Futures jonctions D08 et D10 – purges des bacs 11 et 12 sur la future conduite des purges des bacs expédition (bacs 11 et 12)

Observation n°25 : Le plan des tuyauteries transmis dans le dossier de transfert partiel est erroné. Les exploitants doivent transmettre un plan corrigé faisant apparaître ce nouveau réseau de purge. Ce plan mis à jour doit être intégré au contrat de plateforme.

Type de suites proposées : Sans suite